

La Nature en Ville

1, rue Marcel PONNAVOY

35200 RENNES

lanatureenville@gmail.com

<https://www.facebook.com/NatureEnVilleRennes/>

<https://lanatureenville.eu/>



Objet : Enquête publique demande de déclassement du domaine public routier Ste Foix
<https://metropole.rennes.fr/sites/default/files/inline-files/Notice%20explicative%20enquête%20sainte%20foix.pdf>

A Mme Annick VERTINEAUX, commissaire enquêtrice

A Rennes, le 07 avril 2024

Madame,

Notre association dépose ce jour contre le déclassement et plus encore contre l'extension de la zone STECAL **qui contourne déjà actuellement les dispositions réglementaires.**

D'une part, nous prenons connaissance de la notice de 12 pages **mais aucun autre documents ni autorisation préalable ne sont accessibles sur le site de Rennes Métropole** (ex les autorisations nécessaires sur la question des arbres d'alignement en zone publique et menacé, qui ne sont jamais mentionnés)

D'autre part, nous lisons dans l'objet de l'enquête que seul le "CPPC" est identifié alors qu'il existe une autre SARL nommé "Manger bon", qui elle gère la guinguette avec forts profits et peu de respect du cadre légal et fournie à boire et manger lors des soirées au MeM qui lui est en zone Ne **avec l'interdiction de restauration**, et ce depuis 6 ans à présent.

Que la convention et le bail font l'objet de plaintes et recours en justice, d'une expérimentation aventureuse et méprisante pour les riverains et la biodiversité, au regard des multiples troubles à l'ordre public et de facilités voire de protections totalement inexplicables de la part de la mairie/métropole.

Que ce commerce fausse la concurrence de part les avantages hors normes et jamais vu localement, **fustigées par la Cour des Comptes dans son rapport.**

Que les services de l'Etat ont sommé le CPPC et la guinguette de faire retirer des remblais déposés sans aucune autorisation et avec injonction de les enlever avant le 31 décembre 2022. Or, ces remblais interdits s'y trouvent toujours...et en zone rouge PPRI.

Concernant le grave dysfonctionnement de manque de places de parking les soirs de matches, lors des soirées du MeM et de la Guinguette et depuis 2023 des ouvertures au public des entrainements au centre de formation du SRFC (juste en face), nous avons réalisés en 2023 une action paisible de comptage et de constat visuel à Rennes (plus de 900 voitures en infraction). Mais cette importante zone de non droit perdure, la police est pourtant souvent sur place et les photos parlent d'elles même... mais il serait enlevé 180 places (250 ont été annoncés au comité de gestion de la prévalaye), avec aucune compensation, alors que:

- 1) les places manquent déjà, sans aucune réaction de l'Etat malgré les stationnements sauvages, gênants voir dangereux, notamment les soirs de matches, mais pas que.
- 2) que le MeM2 envisage de faire venir dans la future zone, le festival MYTHOS (qui fait l'objet de gros litiges dans Rennes, contre le bruit et des manques de licences constaté par huissiers)
- 3) que le SRFC envisage d'agrandir le stade (étude menée actuellement avec nos impôts)

4) Le contentieux en cours présage la fin de la présence du CPPC et de Manger bon sur ce site en bordure de Vilaine. En effet, la ville et la Métropole ne souhaitant pas d'un équipement de grande taille pour les concerts il a été décidé d'exiler les activités sonores impactantes au Parc expo de Bruz.

5) Logiquement le Mem et ses troupes devraient donc aller se produire au Parc Expo, dans des conditions respectant cette fois les réglementations, notamment celles sur le bruit (cause nationale) et moins d'impact sur les milieux (zone humide) et le vivant (humain et biodiversité)

Notre association a constaté à différentes reprises des stationnements gênants et même dangereux, bon nombres stationnés directement sur les système racinaires des arbres et les trottoirs. Tout cela généré sans limites, sans cadre avec une affluence hors normes de part les capacités de places irraisonnées au regard de l'affluence des supporters du SRFC (et des équipes adverses), qui viennent bien au-delà de la métropole et donc pas en vélo ou bus (cf fin de notice).

Cette affirmation d'action est dérisoire dans cette demande de déclassement.

Enfin, se pose la double question de l'avenir, par la disparition de plus de 250 places (chiffres annoncés à différentes reprises par les élus rennais) dans le parking Piverdière pour favoriser le CPPC et la SARL Manger Bon (Guinguette), malgré la question de l'agrandissement du stade. Au doigt mouillé donc mais au péril des usagers dont les supporters eux-mêmes, obligés de marcher sur la route car les voitures squattent les trottoirs et les champs avoisinant, par manque de places pour se garer.

Les stationnements sauvages et dangereux se déroulent dans une zone naturelle, ce qui impacte le milieu et la Biodiversité et questionne donc très fortement les valeurs écologique et sociale de la municipalité.

Le terrain d'assiette est convoité pour des intérêts privés, qui n'ont que peu à voir avec la culture, mais bien la privatisation exagérée d'une espace en zone naturelle et pour un business très lucratif.

Nous lisons dans la notice, que « les parcelles cadastrées 29p, 30p, 31p et 92p...seraient d'environ 9500 M2 » **Encore une donnée non précise, livrée au doigt mouillé.**

Ce qui souligne le peu de sérieux fait dans cette demande de déclassement public « pour arranger un copain ».

Nous lisons « *La réalisation du projet MEM#2 implique le déclassement des dites parcelles du domaine public routier et nécessite la réalisation d'une enquête publique, puisque l'opération envisagée a pour conséquence de porter atteinte aux fonctions de desserte ou de circulation de l'emprise visée* »

Une nouvelle fois, la Mairie s'entête dans un projet mort né, puisque logiquement la justice devrait donner raison à notre association et les riverains excédés depuis plus de 6 très longues années d'impact sonores volontaires et non recadré par la Mairie ni les services concernés mise à part un PV adressé dernièrement à M. Le Procureur de la République, suite à 4 relevés sonores (dont trois par le service santé environnement de la ville de Rennes et dépassant tous les limites réglementaires). L'ARS nous donne raison (cf en PJ).

Une nouvelle fois point de mention de « la SARL Manger bon » dans cet hypothétique projet, pourquoi ?

Concernant le déclassement du domaine public routier, il est fait mention d'un morceau de prairie, zone tampon avec les parkings, qui ne semble pas faire partie du domaine routier, mais du domaine de la ville de Rennes (c'est très clair ci-contre). Et la guinguette « SARL Manger Bon » se trouve en zone STECAL dans la partie jaune. Cette zone est déjà impactée par les débordements réguliers de la zone



autorisé (mais jamais verbalisés), puisque l'objet de la guinguette depuis 6 ans est de faire de l'argent et non de respecter les obligations réglementaires...

Erreur manifeste de présentation, notre associatio lis dans la notice de présentation, au point 3.1 présentation du Projet *Actuellement, le MeM, ouvert depuis mai 2019, se compose d'un chapiteau accompagné de locaux techniques et d'une Guinguette.*

Ce qui est totalement faux puisque c'est la SARL Manger Bon et non le MeM qui gère la zone de la guinguette sonorisée, ou des bénévoles sont utilisés pour le service du bar...

Puis : *Le CPPC entend inscrire le projet dans le temps pour en faire un lieu symbolique de la Ville de Rennes au même titre que les autres lieux de culture constitutifs de l'esprit de la Métropole et de son patrimoine architectural et culturel.*

Le CCPC serait donc en campagne ? Mais il s'agit en aucun cas de cela, car pour les mêmes raisons, le CPPC a perdu la gestion de l'AIRE LIBRE à St Jacques de la Lande.

C'est un business familial entre la France et la Belgique et pas autre chose, la relation avec Rennes/rennes Métropole ne vise que le profit et non ce que nous lisons dans la notice (seul document accessible mis sur le réseau, pourquoi ?).

Ensuite, nous lisons : *Le projet s'inscrit dans l'orientation du projet urbain de Rennes 2030 et du Plan Local d'Urbanisme Intercommunal (PLUI), de valorisation et d'animation des berges de la Vilaine. Cette orientation trouve sa traduction dans l'Orientations d'Aménagement et de Programmation (OAP) de la Prévalaye (Vallée de la Vilaine) qui vise à faire émerger de nouveaux usages, à développer des espaces de loisirs, de sports et d'événements de plein air dans un cadre naturel et paysager de qualité.*

C'est bien contre la fragmentation des milieux et les atteintes volontaires que notre association se mobilise, face à une municipalité pourtant désignée pour défendre l'environnement ! Il existe un contentieux similaire avec une autre guinguette qui s'inscrit dans Vallée de Vilaine (tourisme de masse en zone naturelle), comme avec l'extention du centre de formation du SRFC, qui artificialise les anciennes terres agricoles de la Prévalaye pour y réaliser des activités humaines impactantes et lucratives.

Nous lisons également que *Cette nouvelle offre culturelle malgré son éloignement par rapport au centre-ville a fait l'objet d'un réel intérêt de la population tant par la programmation variée (spectacles, buvettes) que par l'aménagement donnant des usages multiples.*

Ce n'est pas une offre culturelle, tout y est payant (et fort cher) et se base sur des dates de concerts. Une offre culturelle c'est un projet sur une année qui se base sur des besoins du territoires et ouverts à toute la population. Hors l'accessibilité est quasi nulle sur les transport (pas de bus hors période d'été et en journée « apibus ») et encore moins aisées vu les tarifs pratiqués...

Nous lisons aussi malheureusement ceci *Le projet du CPPC répond ainsi aux orientations générales du Projet d'Aménagement et de Développement Durable (PADD) du PLUi, qui visent à reconquérir son fleuve, la Vilaine et, plus précisément, à valoriser ses berges en développant des lieux d'animation au bord de l'eau, à les rendre accessible pour inciter à la détente.*

Le niveau de malhonneteté est ici dépassé, car les troubles n'ont cessés depuis l'installation polémique du Mem et de la SARL Manger Bon. Et justement outre la Vilaine, le Blosne traverse la Prévalaye et, avec les dizaines d'étangs, facilitent la propagation des importants et réccurents impact sonores à des kilomètres (réflexion des ondes mécaniques sonores).

Ceci ne peux donc plus perdurer et le projet nie totalement cela.

Nous lisons également ce passage : *Un nouveau site a été privilégié à l'Est de la parcelle actuelle afin de minimiser l'impact sur l'environnement et de s'éloigner des premières habitations.*

C'est le Parc expo qu'il faut privilégier, cf notre contribution ci-avant. Il faut respecter le vote des élus municipaux et métropolitain rennais. Qui se refusent a faire une salle de spectacle digne de ce nom au Liberté, et en envoyant les activités sonores impactantes au Parc expo de bruz. Ce n'est pas pour le faire ensuite sur le dos de la nature n'est-ce pas ?

Ce passage attire notre attention : *La perspective de ce déplacement et de l'implantation de ses nouvelles infrastructures doit venir répondre aux limites rencontrées lors de la phase d'expérimentation.*

Mais justement les limites ont été dépassées dès le 1^{er} jour et ce, durant plus de 6 années, il suffit ! Les élus n'entendent pas raison et la justice devrait faire ce travail et nous attendons cette décision pour enfin travailler à une Prévalaye paysanne, plus raisonnée et améliorer les surfaces de production agricoles en circuit court.

Enfin, ce passage est révélateur : *Ce déplacement s'accompagne de la construction d'un nouveau chapiteau intelligent*

C'est un aveu que ces 6 années ont bien été celles de la stupidité et d'un « toujours plus » très impactant.

En conclusion, ce passage alerte et confirme nos propos : *Le plan ci-dessus présente la circulation des véhicules dans le parking public autour du MeM. Qu'il s'agisse des activités de la salle de spectacle, du jardin sous serre ou encore de la guinguette*

Un jardin sous serre apparaît par magie, celle du magic mirror peut-être ? (nom du chapiteau non insonorisé). Cela confirme que de pouvoir donner son avis sans avoir accès à l'entièreté des éléments pose question mais le CPPC vous répondra c'est du Pareil au MeM.

Notre association demande un avis défavorable au déclassement car ce projet est irréel, non responsable, bénéficie de passe droits jamais vu par les acteurs locaux, comme de la Cour des Comptes ou de la DRAC (problèmes de licence jusqu'en 2022).

Ce projet ne pourra se faire, nous y travaillons de longue haleine et avons de nombreux soutien pour y parvenir.

Déposition faite dans l'attente de l'accès à l'ensemble du dossier, veuillez recevoir, Madame la commissaire enquêtrice, nos salutations les plus respectueuses.

La Nature en Ville
Son président, Pascal BRANCHU



N° de SIRET 811 264 894 00015

N° de SIREN 811 264 89